

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 06/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AVERY-DENNISON MATERIALS FRANCE**

7 rue Pierre POIZAT  
69240 Thizy-Les-Bourgs

Références : UD-R - TESSP - 26 - 61 - CID  
Code AIOT : 0006103556

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement AVERY-DENNISON MATERIALS FRANCE implanté 7 rue Pierre Poizat 69240 Thizy-les-Bourgs. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection a pour objet de conclure le réexamen IED du site et de vérifier la prise en compte des non-conformités identifiées lors de la précédente visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AVERY-DENNISON MATERIALS FRANCE
- 7 rue Pierre Poizat 69240 Thizy-les-Bourgs
- Code AIOT : 0006103556
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Avery Dennison est implantée sur le site de Thizy depuis 1969, avec la même activité de fabrication d'étiquettes auto-adhésives (auparavant site d'une teinturerie).

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 pris à la suite de l'instruction du bilan de fonctionnement. La rubrique IED n°3670 relative au traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques a été actée dans le courrier du 23 janvier 2014. Le site est en effet spécialisé pour le groupe dans l'application d'adhésif selon un procédé aux solvants.

L'adhésif est déposé par enduction (1 chaîne d'enduction) sur un support papier ou film plastique précédemment siliconé (1 ligne de siliconage), puis contre collé d'un frontal afin de constituer l'auto-adhésif. L'établissement dispose également d'une machine d'impression flexographie.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Rejets de COVT - Flexographie	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe - 3.11.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 3.1.	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques - Oxydateur	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article article 11.1 et annexe 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 27.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rejets de COV - E 101	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe - 3.6.1.1.	/	Sans objet
6	Rejets diffus de COV - Flexographie	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe - 3.11.1.2.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de finaliser le réexamen IED et de constater la levée des non-conformités précédemment relevées (périodes de non-fonctionnement de l'oxydateur, complétude du registre des déchets non dangereux, dimensionnement des rétentions).

Concernant les COV et le réexamen IED du site, deux des trois points examinés sont désormais conformes. Une non-conformité significative subsiste sur la flexographie ; des travaux de raccordement à l'oxydateur sont programmés en février 2026 et les actions correctives sont d'ores et déjà engagées.

Un porter à connaissance relatif au projet AGV est attendu cet été.

Enfin, le rapport d'analyse de l'implosion de la cuve doit être transmis afin d'alimenter le retour d'expérience national.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 3.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'Inspection de plusieurs projets de modification de son installation à échéance d'environ deux ans, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Raccordement de la machine "Flexographie" à l'oxydateur, prévu pour avril 2026.</li> <li>• Mise en place d'un système de sprinklage prévue à l'horizon 2027. Dans ce cadre, l'exploitant envisage une mise à niveau de la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie, dimensionnée selon la méthode D9A. Le calendrier prévisionnel communiqué est le suivant : installation des cuves d'ici fin 2026, puis raccordement au réseau en 2027.</li> <li>• Déploiement d'un système de contrôle d'accès par badge pour les différents ateliers.</li> <li>• Mise en service de robots AGV (véhicules à guidage automatique) destinés à l'alimentation</li> </ul>

des palettes du magasin de stockage. Cette évolution entraînera une augmentation de la capacité de stockage ainsi qu'une réorganisation des racks existants.

L'Inspection rappelle que ces modifications devront, préalablement à leur mise en œuvre, faire l'objet d'un porter à connaissance présentant les évolutions projetées des installations ainsi qu'une analyse de leurs incidences potentielles sur les rejets et les risques associés.

S'agissant du projet de mise en place de robots AGV, une attention particulière devra être portée à l'analyse du risque incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Rejets atmosphériques - Oxydateur

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article article 11.1 et annexe 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Oxydateur

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/11/2024

### Prescription contrôlée :

#### Article 11.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

#### Annexe 2

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'oxydation, de traitement atmosphérique pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs fixées, ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu montrant qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures (soit 2,5 jours).

### Constats :

À ce jour, trois installations émettrices de solvants sont raccordées à l'oxydateur thermique :

- la machine E101 (application de colle sur le frontal de l'étiquette),
- la siliconeuse (application de silicone sur la couche arrière de l'étiquette),
- une salle de mélange.

Le raccordement de la machine de flexographie (teinture du frontal) est prévu pour février 2026.

L'exploitant a présenté un graphique, arrêté au 12 janvier 2026, relatif au compteur de « non-fonctionnement de l'oxydateur ». Sur une année glissante, le temps de non-fonctionnement apparaît stable, compris entre 10 et 14 heures, depuis la précédente inspection.

Les incrémentations du compteur ont été justifiées. Il ressort que certaines ne correspondaient pas à des phases d'utilisation de solvants par les installations raccordées. L'exploitant indique engager une recherche de causes à chaque dysfonctionnement. Le cumul annuel demeure inférieur à 60 heures et n'excède pas 4 heures sans interruption.

S'agissant des conditions de redémarrage, faisant l'objet du constat n°2 dans le rapport du 11/09/2024, l'exploitant indique que la pratique consistant à démarrer les machines avant l'oxydateur n'est plus en vigueur.

La procédure actuellement décrite prévoit :

- un démarrage programmé de l'oxydateur avant la remise en service des installations raccordées (redémarrage hebdomadaire le samedi) ;
- une programmation réalisée par les équipes avant leur départ le samedi matin ;
- une vérification du bon redémarrage par le prestataire de sécurité le samedi vers 17h, celui-ci étant formé à la mise en route de l'oxydateur si nécessaire.

En visite, l'Inspection a toutefois relevé une consigne affichée indiquant : « Faire coïncider l'heure de démarrage de l'oxydeur avec celle des malaxeurs du mixing ».

Cette formulation est en contradiction avec les modalités décrites oralement (démarrage anticipé).

L'exploitant a procédé, trois jours après l'inspection, à la mise à jour de la consigne affichée. Celle-ci précise désormais que "l'oxydateur doit être programmé pour démarrer 1h30 avant le lancement de la production."

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/11/2024

#### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'Inspection a consulté le registre des déchets dangereux et non dangereux tenu par l'exploitant. Après vérification par sondage, celui-ci apparaît correctement renseigné et tenu à jour. Un bordereau de suivi de déchets (BSD) a également été présenté à la demande de l'Inspection.

Les expéditions de déchets vers la Belgique concernent des bobines d'adhésifs non conformes aux critères de qualité interne et sont destinées à être réutilisées. Ces flux ne relèvent pas de la procédure applicable aux transferts transfrontaliers de déchets (PNTTD), dès lors qu'ils sont considérés comme produits destinés à la réutilisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 27.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/08/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/11/2024</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100% de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50% de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts;</li><li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800l.</li></ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut-être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a procédé à la visite des quatre locaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• local transfert,</li><li>• local silicone,</li><li>• stock solvants,</li><li>• stock adhésifs.</li></ul> <p>Les locaux transfert et silicone ont été équipés de bacs de rétention supplémentaires pour IBC. Chaque bac est muni d'un dispositif de type « Spill Guard » déclenchant une alerte sonore ainsi qu'une notification par appel téléphonique et courriel en cas de déversement dans la rétention. Les locaux de stockage solvants et adhésifs sont mis en rétention par l'intermédiaire d'une porte étanche maintenue fermée. La rétention du local solvants était propre et exempte d'effluents au moment de la visite.</p>



L'Inspection a constaté l'adéquation entre les volumes stockés et les capacités de rétention disponibles dans chaque local.  
Le registre de maintenance, incluant le suivi de l'état des rétentions, a également été consulté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Rejets de COV - E 101**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe - 3.6.1.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fabrication de bandes adhésives (E 101) - Emissions totales de COV

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant respecte, pour les émissions totales de COV la valeur limite d'émission suivante :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	3 (1)

(1) Pour la fabrication de films plastiques utilisés pour une protection temporaire des surfaces, la VLE est de 20 %.

**Constats :**

La machine E101, dédiée à l'application de colle sur l'adhésif, est raccordée à l'oxydateur thermique par aspiration mécanique.

Selon le dossier de réexamen transmis en décembre 2021, les émissions totales de COV issues de la fabrication de bandes adhésives étaient comprises entre 8,7 % et 9,2 % sur la période 2018-2020, soit au-delà de la fourchette haute (3 %) de la NEA-MTD des "Conclusions sur les MTD pour la fabrication de bandes adhésives" du BREF STS.

Les mesures mensuelles présentées en inspection indiquent, pour la période de janvier à juin 2025, des valeurs comprises entre 18 % et 26,8 %, confirmant un dépassement significatif de la valeur limite.

Une modification de la machine E101 a été réalisée en juillet 2025 (objet du porter à connaissance transmis le 06/02/2025). Celle-ci a consisté en la cartérisation des zones émettrices de COV diffus afin de permettre leur captation et leur traitement par l'oxydateur.

Depuis la mise en œuvre de cette modification, les émissions totales mesurées se situent entre 1,1 % et 1,2 %, et sont donc désormais conformes avec les dispositions de l'article 3.6.1.1 de l'arrêté ministériel du 03/02/2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Rejets diffus de COV - Flexographie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe - 3.11.1.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Flexographie - Emissions diffuses de COV

**Prescription contrôlée :**

Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.11.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :

- pour les émissions diffuses de COV :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	12

#### Constats :

La machine de flexographie, dédiée à la teinte de la face avant de l'adhésif, n'est pas raccordée à l'oxydateur thermique.

Selon le dossier de réexamen transmis en décembre 2021, les émissions diffuses de COV associées à cette activité étaient estimées entre 82,8 % et 85 % sur la période 2019-2020, ce qui semble particulièrement élevé eu égard à la présence d'un système d'aspiration. Ces valeurs excédaient la fourchette haute (12 %) du niveau d'émission associé aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) défini dans les conclusions sur les MTD pour la flexographie et l'impression en héliogravure (BREF STS).

L'exploitant a retravaillé son système d'aspiration (cartérisation et déplacement du système de captation) pour améliorer son efficacité et, par suite, le calcul des émissions diffuses de COV, sur la base d'une étude spécifique réalisée avec l'appui d'un prestataire externe. Il conclut que le système d'aspiration en place permet désormais de rendre les émissions diffuses négligeables, avec une valeur inférieure à 0,01 %. Cette valeur est conforme aux dispositions de l'article 3.11.1.2 de l'arrêté ministériel du 03/02/2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Rejets de COVT - Flexographie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe - 3.11.1.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Flexographie - Emissions de COV dans les gaz résiduels

#### Prescription contrôlée :

Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.11.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :

[...]

- pour les émissions de COV dans les gaz résiduels :

Paramètre	Unité	VLE (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
COVT	mg C/Nm <sup>3</sup>	20 (1)

(1) La VLE est 50 mg C/Nm<sup>3</sup> en cas d'utilisation de techniques permettant de réutiliser/recycler le solvant organique récupéré.

#### Constats :

La machine de flexographie, dédiée à la teinte de la face avant de l'adhésif, n'est pas raccordée à l'oxydateur thermique.

Selon le dossier de réexamen transmis en décembre 2021, les émissions de COV dans les gaz résiduels associées à cette activité étaient comprises entre 133 et 1 979 mg C/Nm<sup>3</sup> sur la période 2017-2020, soit très supérieures à la fourchette haute (20 mg C/Nm<sup>3</sup>) du niveau d'émission associé aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) défini dans les conclusions sur les MTD pour la flexographie et l'impression en héliogravure (BREF STS).

Pour rappel, les gaz résiduels correspondent aux rejets gazeux finaux contenant des COV ou autres polluants, émis dans l'air via une cheminée ou un dispositif de traitement.

Les mesures présentées en inspection pour l'année 2025 font apparaître des concentrations comprises entre 112 et 567 mg C/Nm<sup>3</sup>, confirmant un dépassement significatif du niveau d'émission applicable.

L'exploitant indique avoir identifié cette non-conformité le 26 novembre 2025 et en avoir informé l'Inspection par courriel. Des démarches ont été engagées en vue du raccordement de la machine de flexographie à l'oxydateur thermique. Ce raccordement est annoncé pour février 2026.

Un devis établi par un prestataire a été présenté en inspection. L'exploitant prévoit un retour à la conformité avec les dispositions de l'article 3.11.1.2 de l'arrêté ministériel du 03/02/2022 d'ici mars 2026.

**Au regard des actions engagées et du calendrier annoncé, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de mise en demeure.**

Observation : L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'opportunité de réévaluer les performances et la capacité de traitement de l'oxydateur thermique après intégration de ce nouveau flux.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise les travaux de mise en conformité des émissions de sa machine de flexographie et transmet à l'Inspection, dans un délai de **deux mois**, les résultats des mesures de COV dans les gaz résiduels issues de l'activité de flexographie, réalisées au titre du mois de mars 2026.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 2 mois

#### N° 8 : Rapport d'incident

**Référence réglementaire** : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

**Thème(s)** : Risques accidentels, Rapport d'incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

**Constats :**

Lors de la visite, l'Inspection a constaté une déformation structurelle de la cuve destinée au stockage des déchets liquides du site.

L'exploitant indique que cette déformation résulte d'une implosion survenue lors d'une opération de vidange réalisée par camion aspirateur. La cuve ne présente ni fissure ni perforation apparente. Aucun déversement de liquide n'a été signalé par l'exploitant et aucun écoulement n'a été constaté par l'Inspection au moment de la visite.

L'exploitant précise qu'une analyse des causes de cet incident est en cours.

Interrogé sur les modalités d'intervention lors des opérations de vidange, l'exploitant indique que la zone d'aspiration est mise en rétention par fermeture des vannes du réseau. Un agent est présent pendant toute la durée de l'opération. En cas de déversement accidentel, les liquides seraient aspirés au moyen des pompes du service maintenance puis évacués vers une filière de traitement adaptée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant rédige sous **1 mois** un rapport d'incident.

Ce rapport doit être rédigé depuis le portail de télédéclaration des incidents et accidents dans les ICPE : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

L'exploitant doit tirer les conséquences de l'analyse des causes profondes de l'incident en réalisant, au besoin, et dans la mesure du possible, des modifications de ses installations et/ou en adaptant ses procédures. Dans le rapport précité, l'exploitant précise l'échéance de définition du plan d'actions associé à la mise en place de ces modifications et/ou adaptations. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de mise en oeuvre de ce plan d'actions.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois